

**AUTORISATION DE PRELEVEMENT SCIENTIFIQUE  
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES**  
*- autorisation numéro 2016 - 89 -*

---

Pétitionnaire : Monsieur Thierry LAPORTE

Adresse : Conservatoire d'Espaces Naturels d'Aquitaine – Antenne Béarn – 60 à 64 rue des Genêts – 64121 SERRES CASTET

Nature de la demande : Prélèvements scientifiques et bivouac

Localisation : vallées d'Aspe et d'Ossau – cœur du Parc national des Pyrénées - Pyrénées-Atlantiques

Dossier suivi au Parc national des Pyrénées par M. Eric SOURP – Chef du service connaissance du patrimoine

---

**Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 4-1 et R 331-21,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 (NOR : *DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (NOR : *DEVL1234918D*),

Vu la demande de Monsieur Thierry LAPORTE en date du 15 avril 2016 relative aux études menées par le Conservatoire d'espaces naturels d'Aquitaine dans le cadre du Life+Desman et des ABC (atlas de biodiversité communale),

Considérant que les activités décrites dans la demande du pétitionnaire sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

**ARRETE**

**- article premier :**

Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées autorise Monsieur Thierry LAPORTE, du Conservatoire d'espaces naturels d'Aquitaine :

- à mettre en œuvre des prélèvements scientifiques – macro invertébrés, bryophytes, flore, insectes, ainsi que piégeage desman, dans le cadre du Life+Desman – insectes

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

(lépidoptères rhopalocères, lépidoptères hétérocères, orthoptères, coléoptères, aranéides, dans le cadre des ABC - dans le cœur du Parc national des Pyrénées, secteurs d'Aspe et d'Ossau

- à bivouaquer (*trois à quatre bivouacs, en saison estivale, d'une à trois nuits. Le campement devra être le plus discret possible. Le choix exact de l'emplacement devra être réalisé en concertation avec les agents du Parc national des Pyrénées*). Cette autorisation est donnée dans le cadre du programme Life+Desman afin de pouvoir réaliser un diagnostic écologique et une étude de la fréquentation de deux canyons (*canyon forestier : Bioux en aval du barrage et amont de Gabas et canyon d'estive : Cap de Pounte en amont du plateau de Bioux*).

Madame et Messieurs Virginie LEENKNEGT, Pierre-Yves GOURVIL, David SOULET, Clément GRANCHER et Thierry LAPORTE sont autorisés à réaliser les dits prélèvements, dans le cadre des ABC (atlas de biodiversité communale),

Madame et Messieurs Marion DESLUQUET, Pierre OLIVIER et Thierry LAPORTE sont autorisés à réaliser les dits prélèvements, dans le cadre du programme Life+Desman.

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

1. obtention des autorisations nécessaires afin de pratiquer une telle activité (*selon les cas et en fonction du statut des espèces, ministère en charge de l'écologie, direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, direction départementale des territoires, office national des forêts, communes, propriétaires ou ayant droits*),
2. le pétitionnaire s'engage à perturber le moins possible les milieux étudiés et à limiter ses prélèvements,
3. le pétitionnaire s'engage à éviter de susciter, chez les autres usagers, envers ces activités dérogatoires aux textes légaux : curiosité, jalousie, prosélytisme, réprobation,
4. le pétitionnaire s'engage à entrer, au préalable à toute intervention, en contact avec les gardes-moniteurs encadrés et les chefs de secteur. Les échanges d'informations, montagnardes et scientifiques, se feront à bénéfice réciproque. Il est convenu qu'assimiler les règles et conseils de bonne conduite dans le Parc national, le choix des lieux et moments permet le respect du point mentionné en supra et les possibilités d'aide aux recherches (*moyens humains, matériels, lieu de rangement, accès*),
5. le pétitionnaire s'engage à remettre, avant la fin de l'année civile, à Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées afin qu'il établisse un compte-rendu d'activité annuel, un compte-rendu chronologique des recherches autorisées (*avec dates, lieux, prélèvements ou observations*). Les déterminations seront données au niveau taxonomique le plus élevé en fonction des difficultés et des délais. Le pétitionnaire s'engage à fournir ultérieurement un compte-rendu plus détaillé avec les déterminations, commentaires d'ordre patrimonial, l'absence (*ou non*) de risques ou menaces. Ce compte-rendu, pouvant sur sa demande, rester confidentiel, démontrera l'intérêt de la présente dérogation et est obligatoire pour tout éventuel renouvellement.

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

6. Le pétitionnaire s'engage à saisir les données naturalistes qui auront pu être acquises dans le cadre de la présente autorisation dans la base de données "Observations occasionnelles" du Parc national des Pyrénées. Pour ce faire, le Parc national des Pyrénées fournira au pétitionnaire un identifiant et un mot de passe lui permettant d'accéder à la base de données via Internet. Les données saisies pourront être utilisées et diffusées par le Parc national des Pyrénées dans le cadre de ses missions (identification des zones à enjeux, porters à connaissance, contribution aux inventaires régionaux et nationaux,...). Le Parc national des Pyrénées citera, pour toute diffusion de ces données, le contributeur et la structure à laquelle il appartient.
7. participer, à la demande de Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, à l'élaboration de documents de présentation (*concernant l'objet de ses recherches*) aux usagers du parc national,
8. mentionner dans toute œuvre publique, l'autorisation accordée (*a fortiori l'aide s'il y a eu concours du personnel de terrain ou de documentation*) et en faire parvenir un exemplaire (*original ou copie*) à Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées.
9. Si le territoire d'étude ne concerne que le Parc national des Pyrénées, mentionner le Parc national des Pyrénées dans le titre de la publication. Dans tous les autres cas, l'établissement sera mentionné dans les mots clés de la publication ou les remerciements.

**- article deux :**

La présente autorisation est délivrée pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre 2016.

**- article trois :**

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de toute autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc national des Pyrénées.


**- article quatre :**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national des Pyrénées disponible sur [www.parc-pyrenees.com](http://www.parc-pyrenees.com)

**- 4 MAI 2016**

Fait à Tarbes, le .....

Gilles PERRON  
Directeur du Parc National des Pyrénées



Parc national des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*